

Ministère de la transition écologique et
solidaire

NOR : [...]

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire et du ministre de l'action et des comptes publics ;

Vu le code de la recherche, notamment l'article L. 412-1 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 71-917 du 8 novembre 1971 modifié relatif au statut particulier du corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;

Vu le décret n°93-622 du 27 mars 1993 modifié relatif au statut particulier du corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère de la transition écologique et solidaire ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

Avant le premier alinéa de l'article 1^{er} du décret du 8 novembre 1971 susvisé il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile est classé dans la catégorie A prévue à l'article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires. »

Article 2

L'article 5 du même décret est ainsi modifié :

1° Au 1° les mots : « 75 p. 100 » sont remplacés par les mots : « 85 % » ;

2° Au premier alinéa du 2° les mots : « 25 % » sont remplacés par les mots : « 15 % » ;

3° Au premier alinéa du *b* du 2° les mots : « des services spéciaux des bases aériennes ou des équipes spécialisées des bases aériennes, » sont supprimés.

Article 3

L'article 6 du même décret est ainsi modifié :

1° Au 1° les mots : « 50 % » sont remplacés par les mots : « 70 % » ;

2° Le 2° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° Dans la proportion de 15% des emplois d'ingénieur à pourvoir, par la voie d'un concours interne ouvert :

- Aux fonctionnaires, ouvriers d'Etat et agents de droit public, justifiant de trois ans au moins de services au 1^{er} janvier de l'année du concours ;
- Aux ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne qui ont été nommés après admission au concours externe d'accès à ce corps et qui, avant leur titularisation, se sont vus déclarés médicalement inaptes au regard des dispositions du décret n° 90-998 du 8 novembre 1990 portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.

Article 4

L'article 11 du même décret est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

« Une prolongation de scolarité peut leur être accordée pour suivre, auprès d'un autre établissement, un enseignement conduisant à la délivrance d'un diplôme susceptible d'être pris en compte en tant qu'équivalence lors de la sanction des études poursuivies à l'école nationale de l'aviation civile. Ce complément de scolarité peut aussi être effectué sous forme de stages qui complètent celui dispensé par l'école nationale de l'aviation civile. Le contenu de ces enseignements doit permettre l'acquisition de connaissances et de compétences qui répondent aux missions de la direction générale de l'aviation civile.

La durée totale accordée au titre de ce complément de scolarité ne peut excéder une année.

Le bénéfice de cette année supplémentaire est accordé sur décision du ministre.

Cette période de scolarité supplémentaire ne peut être accordée aux stagiaires ayant obtenu le bénéfice d'une prolongation de scolarité au titre de l'article 10.

Elle ne compte pas pour l'avancement. ».

2° Après les mots : « d'une durée de un an maximum » sont ajoutés les mots : « sans préjudice de la prolongation de scolarité accordée au titre du deuxième alinéa du présent article. ».

Article 5

A l'article 12 du même décret les mots : « la sélection professionnelle » sont remplacés par les mots : « l'examen professionnel ».

Article 6

A l'article 13 du même décret les mots : « moyenne » et : « moyennes » sont supprimés.

Au premier alinéa du B du même article les mots « les tableaux » sont remplacés par les mots « le tableau ».

Les tableaux du B sont remplacés par le tableau suivant :

SITUATION DANS LE CORPS D'ORIGINE		SITUATION NOUVELLE DANS LE GRADE D'INGÉNIEUR	
Échelons et	Grade	Échelons	Ancienneté conservée

ancienneté dans l'échelon			dans la limite de la durée d'échelon
	Classe exceptionnelle		
8 ^e		10 ^e échelon	Ancienneté acquise
7 ^e		9 ^e échelon	Ancienneté acquise
6 ^e		8 ^e échelon	Ancienneté acquise
5 ^e		8 ^e échelon	Sans ancienneté
4 ^e		7 ^e échelon	Ancienneté acquise + 6 mois
3 ^e		7 ^e échelon	¾ de l'ancienneté acquise + 3 mois
2 ^e		6 ^e échelon	Ancienneté acquise + 6 mois
1 ^{er}		6 ^e échelon	¾ de l'ancienneté acquise
	Classe principale		
8 ^e		7 ^e échelon	¾ de l'ancienneté acquise majorés de 1 an
7 ^e		7 ^e échelon	¼ de l'ancienneté acquise
6 ^e		6 ^e échelon	¾ de l'ancienneté acquise majorés de 4 mois et demi
5 ^e		6 ^e échelon	¾ de l'ancienneté acquise au-delà de 3 ans
4 ^e		5 ^e échelon	Ancienneté acquise majorée de 6 mois
3 ^e		4 ^e échelon	4/5 de l'ancienneté acquise
2 ^e		3 ^e échelon	1/3 de l'ancienneté acquise
1 ^{er}		2 ^e échelon	1/3 de l'ancienneté acquise majoré de 6 mois
	Classe normale		
10 ^e		6 ^e échelon	
9 ^e		6 ^e échelon	3/8 de l'ancienneté acquise majorés de 1 an et 6 mois
8 ^e		5 ^e échelon	3/8 de l'ancienneté acquise
7 ^e		4 ^e échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
6 ^e		3 ^e échelon	2/5 de l'ancienneté acquise
5 ^e		2 ^e échelon	1/5 de l'ancienneté acquise majoré de 6 mois

4 ^e		2 ^e échelon	¼ de l'ancienneté acquise
3 ^e		1 ^{er} échelon	¼ de l'ancienneté acquise majoré de 6 mois
2 ^e		1 ^{er} échelon	1/3 de l'ancienneté acquise
1 ^{er}		1 ^{er}	Sans ancienneté

Au F du même article les mots : « 5, 11, 12 et 13 du décret du 21 juillet 1976 susvisé » sont remplacés par les mots : « 11, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22 et 25 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat, et des articles 6, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 19 du décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale », et les mots : « ou obtenus pour des motifs analogues en application des dispositions réglementaires régissant l'emploi occupé. » sont supprimés.

Le H est supprimé.

Après le G sont insérés un H et un I ainsi rédigés :

« H. Les ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile qui ont été recrutés par la voie du concours externe et qui ont présenté une épreuve adaptée aux titulaires d'un doctorat bénéficient, au titre de la préparation du doctorat, d'une bonification d'ancienneté de deux ans. Lorsque la période de préparation du doctorat a été accomplie sous contrat de travail, les services accomplis dans ce cadre sont pris en compte, selon le cas, selon les modalités prévues au F pour la part de leur durée excédant deux ans. Une même période ne peut être prise en compte qu'une seule fois. ».

« I. Pour l'application des dispositions prévues aux A, B, C, D, F, G et H du présent article, l'ancienneté de services dans la situation antérieure est appréciée à la date de la nomination en qualité d'ingénieur stagiaire. Toutefois, est retenue la date de la titularisation dans le grade d'ingénieur si le classement ainsi obtenu est plus favorable ; dans ce cas, l'ancienneté acquise en qualité d'ingénieur stagiaire n'est pas prise en compte pour l'avancement. ».

Article 7

Au deuxième alinéa de l'article 16-1 les mots : « à l'article 18-1 » sont remplacés par les mots : « à l'article 17 ».

Article 8

L'article 17 est ainsi modifié :

« La durée du temps passé dans chacun des échelons des trois grades d'ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile est fixée comme suit :

GRADES ET ÉCHELONS	DURÉE
Ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile hors classe	
3 ^e échelon	
2 ^e échelon	1 an 6 mois
1 ^{er} échelon	1 an 6 mois
Ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile de classe principale	
9 ^e échelon	
8 ^e échelon	4 ans
7 ^e échelon	4 ans
6 ^e échelon	3 ans
5 ^e échelon	3 ans
4 ^e échelon	2 ans
3 ^e échelon	2 ans
2 ^e échelon	2 ans
1 ^{er} échelon	2 ans
Ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile de classe normale	
11 ^e échelon	
10 ^e échelon	4 ans
9 ^e échelon	4 ans
8 ^e échelon	3 ans

7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	3 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	1 an
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an

».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 9

Les ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, conservent les réductions et majoration d'ancienneté accordées au titre des années précédant l'année 2017 et non utilisées pour un avancement d'échelon.

Article 10

Les concours et examens professionnels d'accès au corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant la date de publication du présent décret se poursuivent jusqu'à leur terme.

Article 11

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Article 12

Le ministre de la transition écologique et solidaire et le ministre de l'action et des comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Le ministre de la transition écologique et
solidaire,

Nicolas HULOT

Le ministre de l'action et des comptes
publics

Gérald DARMANIN